



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

pouvoir d'achat

Question au Gouvernement n° 3160

Texte de la question

POUVOIR D'ACHAT

M. le président. La parole est à M. Jean-Pierre Kucheida, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.

M. Jean-Pierre Kucheida. Monsieur le Premier ministre, mai 2007-mai 2011 : quarante-huit mois durant lesquels les Français sont allés de désillusions en désillusions. Le chef de l'État leur avait vendu du rêve : " Travailler plus, pour gagner plus ". Il serait, avait-il dit, le Président du pouvoir d'achat. Quatre années après, force est de constater qu'il y a eu tromperie sur la marchandise !

Voici un aperçu de votre bilan : en un an, nous avons connu une hausse du prix de l'électricité de 6,4 % et de celui du gaz de 20 % ; quant aux carburants, ils atteignent un euro cinquante, et davantage pour le super. Record historique ! Le panier de la ménagère ne cesse de renchérir : plus 16 % pour l'huile, plus 27 % pour le café,...

M. Philippe Briand. Et combien pour le Ricard ?

M. Jean-Pierre Kucheida. ...plus 20 % pour le jus d'orange. Et il en est ainsi pour la plupart des produits de première nécessité.

Le pouvoir d'achat dégringole, les salaires stagnent, les pensions s'essouffent, les minima sociaux végètent, les travailleurs sont toujours plus pauvres. Mais l'exaspération monte ! La dette de la France a pourtant été multipliée par deux entre 2007 et 2010. Qu'avez-vous donc fait de l'argent des Français ?

À Lens-Liévin, une famille vit avec un revenu moyen de 15 000 euros par an, soit 18 % de moins que la moyenne nationale. Comment voulez-vous quelle joigne les deux bouts, alors que vous avez même supprimé le transport à l'hôpital des anciens mineurs ?

Aujourd'hui, les magasins croulent sous l'abondance de produits, mais, bientôt, il n'y aura plus de clients pour les acheter. C'est déjà la disette pour plus de cinq millions de Français. (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*)

M. le président. Posez votre question, mon cher collègue !

M. Jean-Pierre Kucheida. Monsieur le Premier ministre, allez-vous enfin agir pour permettre à nos concitoyens...

M. le président. Merci.

La parole est à M. le secrétaire d'État chargé du commerce, de l'artisanat, des petites et moyennes entreprises, du tourisme, des services, des professions libérales et de la consommation.

M. Frédéric Lefebvre, *secrétaire d'État chargé du commerce, de l'artisanat, des petites et moyennes entreprises, du tourisme, des services, des professions libérales et de la consommation*. Monsieur Kucheida, vous êtes formidable ! (" *Oui !* " et *applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*) Je me disais : les socialistes ne vont tout de même pas oser nous donner des leçons en matière de pouvoir d'achat la semaine où est présenté leur projet. (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC.*)

Que le PS, qui ose proposer la suppression de l'exonération sur les heures supplémentaires, aille donc l'expliquer aux 5,5 millions d'ouvriers et d'employés qui en bénéficient sans payer d'impôt.

M. Albert Facon. Et les jeunes ?

M. Marcel Rogemont. La question ne portait pas sur le projet socialiste. Répondez à la question !

M. Frédéric Lefebvre, *secrétaire d'État*. Un ouvrier au salaire moyen qui effectue deux heures supplémentaires

par semaine gagne 150 euros supplémentaires par mois. Le PS veut donc prendre une mesure contre le pouvoir d'achat des Français modestes ! (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC. - Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe UMP.*)

Mais cela ne s'arrête pas là. Je souhaite que le parti socialiste aille expliquer à tous les salariés de la restauration qu'il entend revenir sur l'accord social majeur qui a été signé le 15 décembre 2009 et qui permet de redistribuer à ces derniers un milliard d'euros (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC*), grâce à l'augmentation moyenne de la grille des salaires de 5 %, ainsi qu'à l'octroi d'une prime TVA et de deux jours de congé supplémentaires.

M. Philippe Briand. Très bien !

M. Frédéric Lefebvre, *secrétaire d'État*. Dans son projet, le parti socialiste propose de baisser le pouvoir d'achat des Français les plus modestes au moment où le Gouvernement agit - et je ne rappellerai pas ce que j'ai indiqué tout à l'heure à votre collègue communiste - pour défendre celui de l'ensemble des Français. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe UMP. - Huées sur les bancs du groupe SRC.*)

M. Patrick Lemasle. Zéro !

Données clés

Auteur : [M. Jean-Pierre Kucheida](#)

Circonscription : Pas-de-Calais (12^e circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3160

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : Commerce, artisanat, PME, tourisme, services et consommation

Ministère attributaire : Commerce, artisanat, PME, tourisme, services et consommation

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 13 avril 2011

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 13 avril 2011